

BLA, BLA, BLA !!!



La Directrice Générale vient d'adresser personnellement à tous ses agents sur leurs boîtes intranet un message au lendemain de la grande journée d'action du 20 mars (voir par ailleurs).

Un message que si vous voulez ne rien apprendre, il vous est fortement conseillé de lire attentivement !

Car Hélène se moque du monde et de vous tous individuellement. Ce que veulent les syndicats de l'intersyndicale c'est une renégociation du PSD au niveau ministériel. Ils considèrent qu'Hélène s'est disqualifiée par son entêtement à vouloir à tout prix passer en force sur le fond. Alors quoi de neuf : un essai d'enfumage supplémentaire, car Hélène ment !

Elle ment déjà par omission quand elle refuse d'ouvrir une porte à une évolution sur le fond du PSD.

Elle ment quand elle dit se battre pour le budget de la douane, car elle sait très bien qu'elle ne peut que s'incliner sur les volontés de l'Élysée et de Matignon !

Elle ment également par avance quand elle vous parle d'augmentation de prime de reclassement, alors que dernièrement le ministère proposait 500€ de plus et encore sur la prime de reconversion (tous les restructurés n'y ont pas droit loin de là). Bref il n'y a rien à attendre de suffisamment important pour être réellement acceptable !

Elle ment quand il s'agit d'avancer sur le sujet difficile du lieu de reclassement des agents restructurés. Quand les syndicats demandent le maintien à résidence à la DGFIP ce qui faisable dans une très grande majorité des cas, ils se heurtent à un refus.



Pendant que Ministres et DG tentent d'amuser la galerie des agents et des organisations syndicales avec des réunions nationales ou des questions à envoyer, les DI ont structuré leur programme de casse, en coulisse et se préparent à le dévoiler.

Le seul moyen de lutter efficacement contre ces manœuvres sont l'union et la lutte. L'UNSA Douanes s'y emploie (voir par ailleurs). La réussite du 20 mars ou un douanier sur deux était en grève, (chiffre non atteint depuis des années), est une étape sur la voie du succès.





Continuer la route ensembles?

Dans l'histoire du syndicalisme douanier la vie de l'intersyndicale est faite de soubresauts où les positions parfois divergentes ont du mal à se rejoindre.

Ce n'est jamais simple de réaliser la synthèse des idées de 6 organisations syndicales différentes. En début d'année 2014 à notre regret mais clairement la CFTC qui ne partageait plus la façon majoritaire de lutter contre le PSD a quitté l'intersyndicale.

Depuis début 2013 la CFDT s'est souvent permis de voler de ses propres ailes en participant à un grand nombre de réunions avec l'administration des douanes qui étaient boycottées par toutes les autres organisations syndicales.

Il a fallu des trésors de compréhension parfois au delà de toute raison pour maintenir une unité nécessaire à la réussite de nos actions. Les règles élémentaires de la démocratie qui veulent que dans une intersyndicale la majorité doive l'emporter sur une minorité étaient à ces occasions rangées aux oubliettes.

Le 20 mars dernier n'est pas anodin dans l'histoire de notre lutte contre le PSD. Le ministère a laissé entrevoir éventuellement une capacité à échanger avec lui et débloquer une situation qui est définitivement rompue du fait de la Directrice Générale des Douanes qui refuse depuis des mois toute évolution sur son projet

Pourtant prévenus des dommages vis à vis de l'intersyndicale, les dirigeants (locaux et nationaux, ils l'écrivent!) de la CFDT ont décidé une nouvelle fois de s'affranchir des positions majoritaires de l'intersyndicale et de se rendre à un groupe de travail sur l'accompagnement social du PSD à Montreuil le 4 avril prochain. Cette attitude est très regrettable puisque de nature a affaiblir toutes les initiatives en cours vis à vis des ministres.

Ainsi 4 organisations syndicales et plus 75 % des agents devraient une nouvelle fois plier sous le libre arbitre d'un syndicat qui la joue régulièrement "free lance".

-Comment peut-on sérieusement prétendre que l'on peut aller négocier à MONTREUIL un nouveau projet de service public douanier après avoir lu le Question/Réponse de la direction générale ?

-Comment peut-on sérieusement prétendre que l'on peut aller négocier à MONTREUIL de véritables garanties de reclassement interdirectionnelles (dans BERCY) ou interministérielles (hors de BERCY) ?

-Comment ne pas comprendre que la participation à des GT très limités à MONTREUIL peut amener à fermer les portes de BERCY que Pierre MOSCOVICI a commencé à ouvrir le 20 mars

C'est à BERCY que le combat se gagnera malgré les défections constatées? Les annonces limitées qui pourront être faites le 4 avril par la direction générale ne résulteront que de la mobilisation massive du 20 mars dans un cadre intersyndical et non de la présence à MONTREUIL d'OS qui préfèrent jouer leur carte personnelle plutôt que celle du collectif.





Compte rendu de l'intersyndicale Nationale du 21 mars 2014

Le 21 mars 2014, l'intersyndicale douanière s'est réunie afin, dans un premier temps, de faire un bilan de la journée d'action du 20 mars, de réagir aux propos du ministre lors de l'audience accordée lors de cette journée et, enfin, de définir les suites à donner au mouvement.

I - Bilan de la journée d'action du 20 mars :

Toutes les OS ont convenu que la mobilisation de cette journée est une réussite ; plus de 45 % de grévistes au plan national (avec des pointes de l'ordre de + de 80 % à Mulhouse CO, 75% en Corse, 65% à Bayonne) et environ 5000 manifestants (DGDDI, DGFIP, DGCCRF), dont plus de 2000 douaniers, se sont déplacés à Paris.

II - Audience avec le Ministre :

Même si toutes les OS s'accordent pour dire que les lignes ont bougé, elles ont également constaté que le ministre ne veut pas revenir d'un iota sur les projets stratégiques en eux-mêmes.

M. MOSCOVICI a mentionné sa disponibilité pour ouvrir des négociations possibles sur l'accompagnement social du projet stratégique douanier, tant sur la plan de l'accompagnement financier de la mobilité que sur un volet « garantie de reclassement en proximité ». A ce stade ni les modalités de garantie ni les montants n'ont été évoqués.

En revanche, le ministre nous invite promptement à reprendre le dialogue social avec la direction générale.

Dès lors que le ministre reconnaît (sous la pression des mobilisations) que les difficultés qui attendent les douaniers seront grandes, toute reprise éventuelle du dialogue social ne peut se faire qu'au niveau de BERCY afin de peser sur les orientations mêmes du PSD.

Quant à un éventuel plan social, sa définition même (garantie de reclassement en proximité par exemple) relève elle-aussi des instances de BERCY dès lors que le réseau douanier serait dans l'incapacité d'assurer ces reclassements.

III - Les suites à donner au mouvement :

- Les OS demanderont tout d'abord un relevé écrit de ce qui a été proposé par M. MOSCOVICI : un complément à la PRS, faciliter la mobilité vers la DGFIP, garantir le reclassement dans la même zone géographique (avec des précisions à apporter sur les contours de la zone géographique ainsi que l'administration dans laquelle l'agent sera reclassé).

- Les OS enverront un questionnaire à BERCY dans le but de préparer la prochaine audience ministérielle.

- Les OS ont décidé d'écrire une lettre au ministre lui demandant que les projets de plans interrégionaux soient transmis aux organisations syndicales.

- Toutes les organisations syndicales pensent que le compte n'y est pas et qu'il faut maintenir la pression dans l'attente des arbitrages budgétaires, donc pendant les 2 mois à venir.

Il faut s'organiser au niveau local en soumettant aux AG locales les modalités d'action possibles (boycott des réunions, grève du zèle, etc...)

Afin de maintenir la pression, les organisations syndicales CGT, USD-FO, Solidaires et UNSA sont d'accord pour ne pas participer à un pseudo-dialogue social à MONTREUIL jusqu'à la prochaine audience avec le ministre ».

La CFDT réserve sa réponse car elle a un conseil national dans la semaine du 24.03 au 28.03.

Il a cependant été précisé que, si une organisation syndicale décide de participer à un GT ou CT au niveau de la direction générale des douanes, elle affaiblit de fait les possibilités d'obtenir des réunions de négociation au niveau de BERCY, lieu pourtant analysé par tous comme le bon niveau de dialogue.

En pratique, une organisation qui voudrait jouer sa carte individuelle, à Montreuil, ferait le choix de quitter d'elle-même l'intersyndicale des douanes.

Il semblerait que l'intersyndicale DGFIP s'oriente vers une action nationale le 15 mai, avec manifestations locales.



UNSA DOUANES – 139 rue de Bercy – Bâtiment VAUBAN – Pièce 096 EST 1 – 75012 PARIS

Local DG : 01.57.53.29.26 – Portables : 06.61.71.67.90 ou 06.14.48.16.17

Courriel : unsadouanes@gmail.com ou unsadouanes-dg@douane.finances.gouv.fr

Lettre de l'intersyndicale au ministre de l'économie et des finances

Paris, le 25 mars 2014

Pierre MOSCOVICI
Ministre de l'Economie et des Finances
139, rue de Bercy – Télédock 181
75572 PARIS CEDEX 12

Monsieur le Ministre,

Cela peut être considéré comme un épiphénomène, mais la mesure citée ci-dessous est plus que douteuse et, dans le contexte actuel, apparaît parfaitement scandaleuse.

Il s'agit du recrutement d'un ancien militaire par la direction générale des Douanes et droits indirects pour affectation à la Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières (D.N.R.E.D.)

Cette personne serait recrutée sur une création de poste, effectuée à la demande (avec une fiche de poste créée pour l'occasion). Aucun besoin réel n'est avéré ou démontré. L'intéressé se verra gratifier d'une rémunération basée sur plus de 1700 points d'indice, ce qui constitue en soi une forme de « record ».

Dans un contexte où l'on demande beaucoup aux agents des douanes, nous vous demandons d'éclairer les douaniers sur les conditions de ce recrutement.

En l'état un soupçon majeur pèse sur cette opération : la principale justification de ce recrutement serait la camaraderie entre deux personnes de la même promotion.

En l'état de nos informations, ce recrutement semble inadmissible pour les douaniers, tant de leur point de vue d'agents du Service Public que de celui de citoyens

Par ailleurs, à l'heure où l'administration des Douanes traite de restructurations massives et de suppressions de poste, cette procédure opaque de recrutement est ressentie comme une forme de mépris faite à chacun d'entre eux.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir vous saisir de ce cas et de rapporter la mesure concernée.

L'encadrement dit « de haut rang » de la direction générale des Douanes s'est déjà signalé à quelques reprises ces derniers temps. Ces cas peuvent être analysés, dans une certaine mesure, comme des dérapages individuels.

Dans l'affaire présente, c'est aussi l'administration et le ministère lui-même qui pourraient voir leur image gravement entachée, si rien n'est fait pour apporter des éléments précis d'information et corriger toute situation inacceptable.

En vous remerciant par avance pour votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

L'Intersyndicale des Douanes



Le vrai du faux

Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, Hélène pense faire de la douane, mais n'en fait pas !



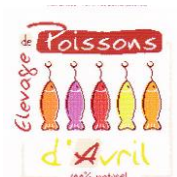
Notre directrice générale passe de l'euphémisme à la litote en un "go-fast intellectuel" de techno avertie !

Hélène écrit : "évolution de carrière"	Le Gabelou écrit : "restructuration"
Hélène écrit : "reclassé"	Le Gabelou écrit : "restructuré"
Hélène écrit : "évolutions des services"	Le Gabelou écrit : "fermetures de services"
Hélène écrit : "échanges avec le chef"	Le Gabelou écrit : "à vos ordres chef"
Hélène écrit : "majoration significative de la prime"	Le Gabelou écrit : "prime, peau de chagrin"
Hélène écrit : "horizon à moyen terme"	Le Gabelou écrit : "mort de la douane"
Hélène écrit : "mesures susceptibles de"	Le Gabelou écrit : "décisions de fermetures"
Et ainsi de suite !	

Et c'est ainsi, que ses missives adressées à chacun d'entre vous sont considérées par l'UNSA Douanes comme de grands numéros d'enfumage. Se laisse "smoguer" qui veut !



Les Poissons d'avril les plus longs de l'histoire : du premier au quatre !



Alors que la douane est sans dessus dessous que l'avenir de l'administration s'écrit au minimum en pointillé et plus sûrement en ligne de mort que de vie, la DG a décidé de convoquer le premier avril prochain un groupe de travail national sur la déontologie! Surréaliste !

Nous hésitons entre "foutage de gueule" ou inconscience ! En effet, pendant que pratiquement tous les douaniers s'interrogent sur ce que demain sera fait, la DG ne trouve rien de mieux que d'organiser un petit GT national où il sera discuté des devoirs de chacun!

Une preuve supplémentaire du décalage entre les deux "têtes pensantes" de Montreuil et la vie de tous les jours de leurs 15000 agents!

Ne lésinant devant aucun sacrifice, la DG remet la plaisanterie le 4 avril faisant comme si de rien n'était en convoquant un Xième GT sur l'aspect social des restructurations dues au PSD.

Les précédents GT boycottés par la majorité des syndicats avaient débouché sur un fiasco pour les participants qui ressortaient de là sans la moindre évolution.

Moscovici et consorts veulent ménager leurs effets d'annonce et délayent dans le temps ce qu'ils ont en stock sur ce sujet.

En effet, lors de l'entrevue à Bercy le 20 mars à Bercy avec les syndicats ils ont chiffré et annoncé ce qu'ils mettaient sur la table pour les agents de la CCRF qui comme chacun sait a explosé en vol !

POISSON D'AVRIL
DE CRISE



Mais pour la douane aucun chiffre ! On essaye de valoriser le rôle d'une DG qu'à l'UNSA Douanes nous considérons comme "disqualifiée" et avec laquelle nous ne voulons plus discuter!



UNSA DOUANES – 139 rue de Bercy – Bâtiment VAUBAN – Pièce 096 EST 1 – 75012 PARIS

Local DG : 01.57.53.29.26 – Portables : 06.61.71.67.90 ou 06.14.48.16.17

Courriel : unsadouanes@gmail.com ou unsadouanes-dg@douane.finances.gouv.fr

Dans les transports, l'UNSA "marche" fort !



Communiqué de nos camarades de TRANSDEV
(VEOLIA transport) : 102 000 employés

Le 23 mars 2014 une très belle progression pour l'UNSA qui devient la deuxième organisation syndicale.

Malgré un contexte difficile et une campagne particulièrement calomnieuse à notre égard menée par la CFDT, **l'UNSA obtient une belle progression en passant de 29% à 31,14% des suffrages. Elle devient ainsi la deuxième organisation syndicale.**

La CGC progresse également en passant de 31% à 35,44%. Elle ravit la première place à la CFDT qui passe de la première à la troisième place avec une baisse de 12 points (39% en 2012 à 27,92% aujourd'hui). La CGT recueille 5,50% des suffrages et n'obtient pas sa représentativité.

L'UNSA groupe CDC a soutenu avec l'UNSA Transports les candidats DP et CE pendant toute la campagne électorale. Nous nous félicitons de ce résultat très encourageant pour le développement d'un syndicalisme réaliste, pragmatique et au cœur des préoccupations des salariés de l'entreprise.

SNCF : les syndicats réformistes en hausse à la veille

d'une refonte du secteur ferroviaire

A la SNCF l'UNSA et la CFDT renforcent leur poids à l'occasion des élections professionnelles, qui ont eu lieu jeudi 20 mars. La CGT et SUD Rail voient leur base électorale s'effriter.



Avec 35,6 %, la CGT reste le premier syndicat, mais elle est désormais loin de ses scores de 2004. (44 %).

C'est l'UNSA qui enregistre la plus forte poussée en rassemblant 23 % des voix, contre moins de 14 % il y a dix ans. A partir de cette année, le syndicat gèrera cinq des vingt-huit comités d'entreprise, contre deux auparavant.

La CFDT atteint 14,7 % des voix, SUD Rail, la troisième organisation de l'entreprise obtient 16,9 % des voix.

FO associé à la CFE-CGC et au syndicat First, obtient 9,4 %.

